|  |  |
| --- | --- |
| **Ambassade de France au Koweït****Service économique de Koweït** |  Kuwait City, le 30 avril 2024 |
| Relations économiques bilatérales  |

**Le Koweït est désormais le 3ème partenaire commercial de la France dans le Golfe. Notre déficit commercial se creuse pour s’établir à 1,28 Md EUR, engendré par des importations d’hydrocarbures en hausse et un recul des exportations dû à la cyclicité du transport aérien. 39 filiales d’entreprises françaises sont implantées au Koweït. Elles représentent plus de la moitié des entreprises de l’UE. Nous étions en 2022 le 8ème investisseur mondial dans le pays et le 1er européen. Le Koweït présente un potentiel d’accroissement des échanges bilatéraux, que des initiatives régaliennes pourraient aider à stimuler.**

La baisse de nos livraisons d’aéronefs dégrade nos exportations tandis que le rôle du Koweït dans notre approvisionnement énergétique se renforce

**Le Koweït est désormais le 3ème partenaire commercial de la France dans le Golfe**

Les échanges franco-koweïtiens (exportations + importations) ont **augmenté de 5,6% en 2023 par rapport à 2022, pour atteindre 2,9 Mds EUR**. Nos exportations sont en baisse de 18,6% pour atteindre 987,5 M EUR, mais nos importations ont augmenté de 19,3% pour atteindre 2,08 Md EUR.

**Notre déficit commercial se creuse pour s’établir à 1,28 Md EUR**, une hausse de 69% par rapport à 2022.

Au sein du Conseil de coopération du Golfe, **le Koweït est désormais notre 3ème partenaire commercial,** devant le Qatar et derrière les EAU et l’Arabie Saoudite.

**Nos exportations connaissent une baisse du fait de la chute de nos ventes de matériels de transport (-41,7 % en un an)**

Ce résultat s’explique par la cyclicité de l’aéronautique avec **une baisse des exportations matériel de transport de 41,7%** par rapport à 2022 (- 214 M EUR) pour atteindre 299 M EUR. Le niveau atteint en 2022 reflétait la livraison de 4 appareils Airbus à la compagnie aérienne Kuwait Airways et de 2 A 320 neo à Jazeera Airways.

**Les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique informatique** progressent de manière significative avec une **hausse de 56,5% pour atteindre 122,9 M EUR,** confirmant la place de la France comme nation technologique.

**L’industrie du textile** connaît aussi une légère baisse d’activité (-8,9%) mais reste un poste important pour la France avec des envois de 100 M EUR. Enfin, les **produits chimiques, parfums et cosmétiques** diminuent de 17,5% pour atteindre 71,5 M EUR. La dynamique dans ces industries semble être à une normalisation après deux dernières années très performantes durant lesquelles un rattrapage semble avoir eu lieu après les périodes de restrictions sanitaires en 2020-2021.

En 2023**, la France était le 10ème fournisseur mondial du Koweït et le 4ème fournisseur européen** avec une part de marché de 2,7% (en hausse par rapport à 2022), derrière l’Allemagne (4,4%), l’Italie (3,9%) et la Suisse (2,8%), mais devant le Royaume-Uni (2,2%) et les Pays-Bas et l’Espagne (tous deux légèrement au-dessus de 1%). Alors que 0,2% de nos importations étaient en provenance du Koweït en 2022, ce chiffre monte à 0,3% en 2023.

**Nos importations continuent de croître à un rythme important (+19%)**

**Nos importations atteignent un nouveau record avec 2,08 Md EUR** en 2023, en hausse de 19,3%. Elles reposent en totalité sur les **produits pétroliers raffinés**. Le Koweït confirme ainsi son rôle dans l’approvisionnement énergétique de la France, dans une relation d’intérêts particulièrement convergents ces dernières années.

La France souhaite **diversifier ses sources d’approvisionnement énergétique**, tendance particulièrement prononcée depuis l’éclatement de la guerre en Ukraine. Parallèlement, la nouvelle raffinerie d’Al Zhour et le site de Mina Abdullah sont depuis l’année dernière en **capacité de produire essence et diesel désulfurisées** (ainsi que du kérosène) correspondant aux besoins européens.

En 2023, le Koweït représente 0,3% de nos importations, contre 0,22% en 2022. **Notre déficit commercial se creuse pour s’établir à 1,28 Md M EUR**, une hausse de 69% par rapport à 2022.

La France demeure le 1er investisseur européen au Koweït

**La présence économique française au Koweït est proportionnée à la taille du pays mais considérable par rapport à nos concurrents européens**

Selon les chiffres les plus récents de l’enquête européenne sur l’activité des filiales étrangères des groupes français (OFATS) pour l’année 2021, **la France comptait 39 filiales d’entreprises françaises au Koweït pour un chiffre d’affaires de 585 M EUR** (+7% par rapport à 2019) et 2 139 personnes employées (-22% par rapport à 2019). **La France constitue ainsi la première présence européenne avec 59% des 66 entreprises européennes** et 40% des 5 313 employés de ces filiales**. Les filiales françaises représentent 50% du chiffre d’affaires des filiales de l’UE**, devant l’Allemagne qui représente 38%.

Selon les dernières données de l’INSEE, 1 747 entreprises françaises ont exporté au Koweït en 2023.

**Les investissements croisés ont progressé**

Selon les derniers chiffres disponibles de 2022, **le stock d’IDE français au Koweït a augmenté de 20% par rapport à 2021, s’élevant à 172 M EUR**.

Selon les données du FMI**, le montant du flux des IDE français à destination du Koweït est de 49M USD en 2022, faisant de la France le premier investisseur européen dans le pays,** le 3ème non-régional et le 8ème dans le monde derrière le Qatar, l’Arabie Saoudite, les EAU, Bahreïn, Oman, la Chine et les Etats-Unis. L’investissement français se matérialise majoritairement sous forme de co-entreprise, condition nécessaire au succès dans l’émirat, sauf adoption du régime KDIPA.

Le stock d’IDE koweïtiens en France sont eux en hausse de 3% pour s’établir à 340 M EUR. Cela représente **6,4% du stock d’IDE** des pays du GCC (contre 3,2% en 2019).

Le Koweït présente un potentiel de densification de nos échanges

**L’export français pourrait s’appuyer davantage sur le plan de diversification économique du Koweït**

La filière des hydrocarbures koweïtienne a engagé un plan d’investissement estimé à 80 Mds USD sur la période 2020-2025 (500 Mds USD d’ici à 2040). Même si elle a été révisée à la baisse, **la stratégie 2040 adoptée par Kuwait Petroleum Corporation prévoit 410 Mds USD d’investissement,** à la fois dans les énergies fossiles (pour 300 Mds) et les énergies renouvelables (110 Mds USD). Cela vise à accroître la **capacité de production du pays** (environ 3M b/j avant la pandémie de COVID-19, objectif de capacité totale de 4M b/j dès 2035 et au moins jusqu’à 2040), verdir son empreinte (ex : arrêt du gazage), renforcer sa diversification en aval (pétrochimie), et assurer sa pérennité (exploration offshore). Les acteurs de la filière parapétrolière, y compris Total raffinage et pétrochimie, pourraient mieux tirer profit des opportunités associées. Pour y contribuer, Bpifrance Assurance Export et Kuwait Petroleum Com­pany ont conclu fin 2019 un accord pour la mise à disposition d’une enveloppe de garantie jusqu’à 1Md EUR.

L’offre française est de nature à répondre aux projets d’infrastructures du plan de diversification à l’horizon 2035 (« New Kuwait ») dans les domaines de l’environnement, de l’énergie électrique (ex : centrales à cycle combiné et de dessalement), des infrastructures de transports (terminal 2 de l’aéroport, projets de liaisons ferroviaires avec l’Arabie saoudite) et des loisirs, ainsi que les télécommunications, voire les projets de transports urbains.